

mesuré en fonction des déflateurs de la DNB, diminuera graduellement à 5 - 5 1/2 pour cent en 1986 par rapport au taux prévu d'environ 7 pour cent pour 1983. Ces résultats au chapitre de la croissance feront correspondre les taux aux taux moyens enregistrés au cours de la période 1973-77 (même si les taux seront sensiblement supérieurs aux taux enregistrés au cours des deux dernières années). Selon le scénario, le taux moyen de chômage en 1986 ne représenterait qu'une légère amélioration par rapport au taux actuel d'environ 7 pour cent. Quant aux répercussions sur les pays en développement, les perspectives indiquent, règle générale, une amélioration par rapport aux évaluations faites l'an dernier. Le financement des déficits du compte courant dans l'ensemble est considéré comme possible, même si certains pays faisant partie des sous-groupes de pays à faible revenu et d'"autres" importateurs nets de pétrole pourraient connaître des problèmes d'adaptation et de financement.

Essentiellement, ce scénario permettrait un retour à une croissance non inflationniste dans les pays industrialisés au cours de la dernière partie de la décennie et une diminution marquée du chômage. Les PVD non producteurs de pétrole auraient pu réduire le fardeau du service de la dette et seraient en mesure d'élargir leurs exportations vers la fin des années 80 au fur et à mesure que les perspectives mondiales de croissance s'amélioreraient. De même, si les responsables de l'établissement des politiques relâchent la restriction monétaire en raison de la hausse du chômage ou ne peuvent élaborer des politiques fiscales et des politiques touchant l'offre qui soient conformes aux politiques monétaires restrictives, les perspectives indiqueraient un maintien de taux de chômage élevés dans les pays industrialisés, alors que les autorités seraient aux prises avec des attentes inflationnistes bien ancrées. Dans le cas des PVD non producteurs de pétrole, non seulement n'y aurait-il pas amélioration au chapitre du fardeau du service de la dette, mais leur mauvaise performance économique les empêcherait d'emprunter.